

Déclaration du représentant de la République de Cuba

Il est essentiel d'investir de toute urgence dans des systèmes alimentaires durables, car c'est le seul moyen d'éliminer la faim dans le monde d'ici à 2030.

La faim constitue le pire affront à la dignité et une violation des droits fondamentaux de millions d'êtres humains. Le jeûne forcé et prolongé que subissent quotidiennement ces millions de personnes est un paradoxe inadmissible en plein XXI^e siècle, à une époque où il existe des moyens techniques et scientifiques sophistiqués, malheureusement concentrés entre les mains d'un petit nombre d'États, qui les contrôlent et qui pourraient donc garantir une production suffisante et une distribution équitable des denrées alimentaires.

Nombreuses sont les raisons qui expliquent que la faim et la pauvreté persistent. Comme d'autres inégalités observées dans le passé, celles-ci sont liées à l'injustice de l'ordre international, au gaspillage égoïste que certains font des ressources et, aussi, aux effets néfastes des changements climatiques et des conflits.

Selon le *Global Wealth Report 2018*, la richesse nette mondiale a augmenté en 2018, s'établissant à 317 milliards de dollars, dont 47% étaient concentrés entre les mains des 1% les plus riches. Ces disparités ont pour conséquence d'exacerber les difficultés de développement auxquelles font face de nombreux pays.

Pour éliminer rapidement la faim, il faut également faire échec à la volonté des quelques pays qui continuent de souhaiter que le système international soit mis au service des plus forts et d'imposer des mesures unilatérales visant à briser l'économie de certains États et provoquant des pénuries qui touchent les populations. En effet, cette volonté est incompatible avec l'ordre mondial dont nous avons besoin, à savoir un ordre multipolaire juste et équitable, fondé sur des règles et normes démocratiques arrêtées au plan international.

Nous constatons avec inquiétude que la faim, que Fidel Castro qualifiait de "fidèle compagne des pauvres", est bien loin de diminuer. Au contraire, les données les plus récentes montrent que le nombre de personnes souffrant de la faim à travers le monde ne cesse d'augmenter. D'après *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018*, ce nombre s'établissait à 821 millions en 2017, soit une personne sur neuf. Rares sont les avancées réelles et significatives face aux multiples formes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire.

Comme suite à la hausse enregistrée ces trois dernières années, la faim est remontée à son niveau d'il y a dix ans. Ce retour en arrière nous montre clairement que les discours ne suffisent plus: il faut agir de toute urgence si l'on veut espérer atteindre l'objectif de développement durable (ODD) consistant à éliminer la faim d'ici à 2030.

Pour cela, il faut investir efficacement, modifier l'architecture financière internationale et adopter des modes de production et de consommation durables. L'incertitude qui marque le contexte mondial a une incidence sur la volatilité et le niveau des prix des denrées alimentaires.

D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il sera nécessaire d'augmenter la production alimentaire de 70% par rapport aux niveaux actuels pour pouvoir nourrir les 9 milliards de personnes que comptera la planète en 2050. Il reste beaucoup à faire pour garantir que personne ne soit laissé de côté sur le chemin vers la réalisation des ODD en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Permettez-moi d'évoquer les initiatives prises par Cuba pour assurer la sécurité alimentaire et atteindre les ODD, malgré les difficultés considérables auxquelles le pays se heurte.

Cuba dispose d'atouts certains en matière de production alimentaire: il s'agit de sa volonté et de sa responsabilité politiques, de ses connaissances techniques et de son potentiel scientifique. La Constitution de 2019 consacre le droit qu'à chaque personne à l'alimentation. Nous estimons que la sécurité alimentaire est un préalable essentiel à la sécurité nationale.

Comme les autres secteurs économiques du pays, l'agriculture s'ouvre aux investissements étrangers, jugés stratégiques.

L'année 2019 a été marquée par d'importantes difficultés économiques, liées principalement au durcissement des mesures appliquées dans le cadre du blocus économique, commercial et financier imposé depuis maintenant 60 ans par les États-Unis contre la population cubaine.

Les pertes connexes enregistrées par l'industrie agroalimentaire et le secteur agricole se sont élevées, en 2019, à 413 793 100 dollars, soit 66 195 100 dollars de plus que l'année précédente.

En dépit de la priorité accordée par le Gouvernement à la protection de l'agriculture, notamment par l'approvisionnement en carburant, seulement 71% du diesel approuvé a été fourni, et les niveaux d'intrants dont dispose le pays pour l'agriculture et l'élevage ont pâti de l'insuffisance des matières premières. Les engrais, notamment, sont venus à manquer, ce qui a eu des répercussions pour 15 à 45% des terres cultivées, les principales cultures concernées étant le riz, le café, le haricot, le maïs, la banane et la tomate.

Malgré ces difficultés, Cuba continuera d'œuvrer pour son développement durable.

L'État cubain a mis en place un mécanisme national aux fins de l'intégration des ODD; dans ce cadre, il a créé un groupe national chargé de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, présidé par le Ministère de l'économie et de la planification et auquel participent 39 organismes et entités nationales, cinq organisations et neuf centres de recherche.

Le plan de réalisation des ODD est en phase avec le Plan national de développement économique et social, dont la sécurité alimentaire est la clé de voûte.

Le Plan national de sécurité alimentaire a été conçu parallèlement au Programme d'approvisionnement municipal, qui vise à favoriser la production locale des denrées alimentaires et à renforcer les chaînes de valeur. L'un des objectifs de ce plan, qui constitue également un engagement du pays et du secteur agricole, est de faire en sorte que chaque personne dispose de 15 kilogrammes de produits agricoles et de cinq kilogrammes de protéines par mois.

Par ailleurs, quatre projets d'investissement étranger portant sur la production et la commercialisation de viande de porc ont été mis en place dans les provinces de Cienfuegos, Villa Clara, Mayabeque et Artemisa.

D'après la FAO, Cuba se situe en cinquième position dans le classement des quatorze pays ayant le mieux réussi à faire reculer la faim et la malnutrition de façon durable depuis plusieurs années.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que le pays est le seul de la région Amérique latine et Caraïbes parvenu à éliminer la malnutrition infantile sévère grâce à la mobilisation du Gouvernement. Nous savons gré à la communauté internationale d'avoir appuyé cette démarche.

Nous remercions tout particulièrement le FIDA de coopérer avec Cuba de façon aussi utile et efficace. Nous souhaitons continuer d'intensifier les relations de travail et de mettre en commun nos données d'expérience avec les pays en développement et dans le cadre des programmes du FIDA.

Le pays réaffirme qu'il s'acquittera de ses engagements auprès du FIDA.

Il restera déterminé à défendre la paix et le multilatéralisme et à renforcer le système des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies célébrera son 75^e anniversaire en 2020. L'adoption de la Charte des Nations Unies, en 1945, avait pour but d'éviter une autre guerre mondiale et de faire en sorte que tout soit mis en œuvre pour garantir la paix, la sécurité, la dignité et le

développement de tous les peuples du monde. Faisons valoir pleinement ces objectifs.
Faisons régner la justice.

Semons sur terre les graines de l'égalité, plutôt que de choisir les armes et l'égoïsme.

Je vous remercie.